



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 3508

Texte de la question

LICENCIEMENTS DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

M. le président. La parole est à M. Michel Vauzelle, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Michel Vauzelle. Monsieur le Premier ministre, c'est à vous que ma question s'adresse parce qu'il s'agit d'un problème économique global.

De manière dramatique, d'un simple point de vue humain, la poursuite du processus de désindustrialisation qui frappe Marseille et les Bouches-du-Rhône est une catastrophe.

Plusieurs députés du groupe UMP. Guérini ! Guérini !

M. le président. Je vous en prie !

M. Michel Vauzelle. La souffrance économique et morale des travailleurs, de leurs familles et des populations est d'autant plus grande qu'ils éprouvent un sentiment d'abandon.

C'est d'abord l'incompréhension des travailleurs qui, par centaines, sont jetés à la rue du jour au lendemain par des entreprises pourtant saines et prospères, qui ont du travail pour aujourd'hui comme pour demain.

À Gémenos, l'usine Fralib est abandonnée par Unilever : 182 salariés sont concernés.

À Berre, le groupe Lyondellbasell s'en prend à sa raffinerie : 370 salariés sont menacés, sans compter ceux qui seront touchés demain dans l'usine de pétrochimie adossée à l'activité de raffinage.

À Arles, c'est la holding Brandizi Gestion Finance qui " organise " la liquidation judiciaire de sa filiale Trivella : 51 salariés se retrouvent au chômage.

Face à ces multinationales qui agissent non selon des objectifs économiques, mais selon des logiques financières et spéculatives et qui programment elles-mêmes la baisse de rentabilité pour justifier ensuite la fermeture, il faut que vous acceptiez de convoquer les chefs d'entreprise au plus haut niveau, car seul le Gouvernement a l'autorité nécessaire pour organiser ces tables rondes qui s'imposent aujourd'hui à l'échelon ministériel.

Le Gouvernement doit aussi rechercher avec le Parlement les moyens qui empêcheront à l'avenir de telles démarches au moyen d'un outil législatif adéquat.

C'est pourquoi, avec François Hollande, qui est venu sur le terrain à trois reprises (*Exclamations et rires sur les bancs des groupes UMP et NC*)... oui, c'est une bonne chose pour les travailleurs, mes chers collègues. C'est pourquoi je vous demande, monsieur le Premier ministre, une réponse précise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le député, je ne reviendrai pas sur la situation de la raffinerie de Berre, car j'ai déjà répondu.

S'agissant de l'entreprise Fralib, l'État peut demander à la direction de trouver une alternative à la fermeture.

Nous sommes mobilisés pour le reclassement des salariés. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*) Cela, vous l'avez dit, relève de la responsabilité de l'État.

Mais lorsque les salariés veulent reprendre la marque *L'Éléphant* et qu'Unilever répond que la marque lui appartient...

M. Jean-Paul Lecoq. C'est faux ! Elle appartient aux salariés !

M. Éric Besson, *ministre*. ...et qu'elle ne veut pas la céder, l'État ne peut rien. (*Exclamations sur les bancs du*

groupe GDR.)

Vous avez évoqué certaines visites, et je dois dire que, si j'ai entendu les critiques qui ont été formulées, j'ai aussi relevé quelques propos démagogiques sur la politique industrielle. En effet, je crois sincèrement que ce que le Gouvernement a fait pour l'industrie depuis 2007, aucun gouvernement ne l'avait fait auparavant. *(Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Je citerai quelques exemples. Qui a supprimé la taxe professionnelle, celle-là même que François Mitterrand appelait un " impôt imbécile " ? Cette majorité.

Qui a créé le crédit d'impôt recherche, qui mobilise plus de 4 milliards d'euros de finances publiques ? Cette majorité. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Qui a doublé les moyens d'OSEO pour les PME ? Encore cette majorité. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Qui a mis en place les investissements d'avenir, dont 20 milliards pour les filières industrielles ? Qui a créé le Fonds stratégique d'investissement ? *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le député, vous qui exercez des responsabilités importantes, qui êtes président de région et avez été ministre, vous ne devriez pas tenir de tels propos démagogiques. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Il ne suffit pas de dire : " l'industrie, l'industrie " en sautant comme un cabri - comme ironisait le général de Gaulle à propos d'un autre sujet ! Nous, nous nous mobilisons très concrètement au service de nos filières et de leurs salariés. D'autres tiennent des propos démagogiques dont ils pourraient être comptables dans quelques semaines. *(Protestations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Michel Vauzelle](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (16^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3508

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 octobre 2011